



Les femmes au Canada demandent un Plan national pour l'égalité entre les sexes après une marche qui a rassemblé des millions de personnes

(Ottawa: le 1^{er} février 2017) Dans la foulée d'une mobilisation mondiale pour les droits des femmes, des douzaines d'organisations de femmes, des droits de la personne et syndicales demandent au gouvernement du Canada de développer et mettre en œuvre un **Plan national pour l'égalité entre les sexes**.

L'élaboration d'un **Plan national pour l'égalité entre les sexes** est l'une des principales recommandations émises par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations Unies après son récent examen du respect par le Canada de la Convention de l'ONU sur les droits des femmes. Les recommandations publiées par le Comité en 2016 sont claires et de grande portée. Leur mise en œuvre nécessitera une coordination entre tous les paliers de gouvernement.

Les femmes et leurs supporters exhortent aujourd'hui le gouvernement fédéral à mettre pleinement en application les recommandations du Comité et à exercer son leadership.

Angela Cameron, présidente de l'Alliance féministe canadienne pour l'action internationale (AFAI) déclare, «Les gouvernements canadiens tergiversent depuis trop longtemps en matière de droits des femmes, malgré des critiques internationales généralisées et répétées. Nous sommes en 2017 et le temps est venu d'une réponse exhaustive, réfléchie, coordonnée et intersectionnelle qui suscite de véritables changements.»

Francyne Joe, présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada, ajoute pour sa part, «Les femmes et les filles autochtones sont désavantagées dans tous les domaines, notamment l'emploi, la santé, l'éducation, la sécurité de la personne, le logement, la nourriture, l'eau potable, la participation politique, et la simple reconnaissance de notre valeur comme être humains. Le Comité de la CEDEF a recommandé au Canada de concevoir des interventions stratégiques en vue d'aborder les conditions sociales et économiques désespérées des femmes et des filles autochtones. Nous avons hâte de voir des mesures concrètes et un vrai changement.»

Bonnie Brayton, directrice générale du Réseau d'action des femmes handicapées du Canada (DAWN) renchérit, «Donnez aux femmes du Canada de véritables raisons de célébrer le 150^e anniversaire du pays! Les femmes en situation de handicap ont besoin de voir les gouvernements adopter des mesures coordonnées, concrètes et tournées vers l'avenir visant à garantir l'égalité de toutes les femmes.»

Farhat Rehman du Conseil des femmes musulmanes souligne, «Un système de justice qui fonctionne de manière égale pour toutes les femmes est un droit fondamental. Les femmes musulmanes demandent au gouvernement canadien d'agir sur les recommandations du Comité et de lutter contre les stéréotypes culturels négatifs que nous devons affronter. Ces stéréotypes nous empêchent d'accéder à la justice contre des violences et des discriminations de toutes sortes.»

Leilani Farha, directrice générale de Canada sans pauvreté affirme, «Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes est clair. Présentement, des programmes et services essentiels à l'égalité des femmes sont inexistantes au Canada. Voici ce dont les femmes ont besoin: égalité de revenus, équité salariale, emplois décentes, services de garde et logements abordables, aide juridique adéquate, accès à des soins de santé sexuelle et reproductive, protection suffisante contre la violence, et un système de justice qui réponde à leurs besoins dans toutes les régions du pays. La réponse à ces besoins est loin d'être satisfaisante.»

Pour Barb Byers, du Congrès du travail du Canada, «Les femmes ne veulent plus attendre. Le gouvernement peut prendre des mesures dès maintenant pour mettre en marche le Plan national pour l'égalité entre les sexes en restaurant le financement du programme communautaire de contestation judiciaire, en déployant le système national de services de garde promis depuis longtemps et en remplaçant les lois fédérales sur l'équité salariale.»

En guise de conclusion, Madame Byers déclare, «Le 21 janvier 2017, des milliers de femmes ont marché pour l'égalité. Le premier ministre leur a envoyé un mot de félicitations disant que les marches entretiennent l'inspiration de notre gouvernement. Nous disons à notre premier ministre et à notre gouvernement qu'il est plus que temps de passer à l'action. Attelons-nous dès aujourd'hui à la tâche ardue d'améliorer le dossier du Canada en faisant de l'égalité une réalité pour *toutes* les femmes.»

La mise en place d'un Plan national pour l'égalité entre les sexes est au cœur de notre nouvelle campagne **Engagez-vous pour l'égalité des femmes!** Cette campagne vise à informer et coordonner le travail de la société civile sur la mise en œuvre des recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. <http://fafia-afai.org/fr/engagez-vous/>

-30-

Pour commentaires, veuillez communiquer avec:

Angela Cameron, Présidente, Alliance féministe pour l'action internationale (AFAI)
613-562-5800 x3328

Farhat Rehman, Présidente, Le conseil canadien des femmes musulmanes)-Ottawa:
613-830-7175

Chantal St. Denis, Communications, Congrès du travail du Canada (CTC):
613-355-1962

Michele Biss, Coordinatrice Canada Sans Pauvreté (CSP)
613-789-0096 (or laura@cwp-csp.ca)

Bonnie Brayton, Directrice exécutive nationale, Réseau d'Action des Femmes
Handicapées au Canada (RAFH-DAWN):
514-808-3296

Francyne Joe, Présidente intérimaire, L'Association des femmes autochtones du Canada:
613-722-3033 x260 (or aede@nwac.ca)